

Texte 1

Nos tâches politiques actuelles

B. Abraham (Loiret) - B. Brain (Seine-Saint-Denis) - Y. Craipeau (Alpes-Maritimes) - G. Dumard (Loiret) - J.-L. Euvrard (Hauts-de-Seine) - R. Houlet (Seine-Saint-Denis) - D. Hué (Yvelines) - D. Pouchin (Haute - Normandie) - Pierrot Régnier (Haute-Seine) - J.-L. Rochard (Renault, Cléon) - J.-Y. Romo (Val-d'Oise) - P. Rueff (Doubs) - Ph. Simon (Paris) - Jean Tercé (Paris).

Ce texte est proposé à la discussion du parti comme cadre du débat d'orientation pour le congrès. Nous demandons donc à tous les camarades qui entendent prolonger l'effort de transformation révolutionnaire du P.S.U. de le prendre en considération et de corriger ses carences, mais aussi, de prendre en considération les textes des A.O.P. qui lui sont compatibles, notamment ceux de la majorité de la région parisienne sur les syndicats et celui de Rhône-Alpes-Paris sur les structures. Par ailleurs, en ce qui concerne une série de points d'impacts de notre stratégie sur les différents fronts de lutte, nous renvoyons au programme d'action du parti.

Introduction

Le P.S.U. aujourd'hui

Alors que Marchais et Savary annonçaient naguère la déroute du P.S.U., le rapport de Plissonnier au dernier comité central donne un tout autre son de cloche. Après avoir une fois de plus dénoncé le gauchisme, il montre son inquiétude devant les progrès du P.S.U. aux élections municipales. Ces progrès sont eux-mêmes intéressants : ils montrent que la mutation révolutionnaire du parti est suivie aujourd'hui d'une extension de sa zone d'influence, particulièrement dans les localités ouvrières.

Le P.C.F. prend aujourd'hui conscience que le courant révolutionnaire lui dispute la direction des luttes dans une série de secteurs non négligeables

(répression, usagers, lycéens, paysans, immigrés) et ose même contester son hégémonie dans les luttes ouvrières, comme aux Batignolles. Lorsque, dans la région parisienne, la direction stalinienne de la C.G.T. refuse un cortège commun avec les révolutionnaires et les amène à manifester à part, le rapport des forces entre les deux cortèges s'établit à peine du simple au double. Un nouveau rapport de force est en train d'apparaître.

Cette constatation amène deux réflexions :

1) L'évolution révolutionnaire du P.S.U. depuis Mai 68 et Dijon n'a pas isolé le P.S.U., comme le croyaient certains camarades : elle a considérablement renforcé son influence.

2) Comme le déclare le camarade Rocard, l'enjeu du congrès est clair : **permettre au parti d'assumer ses nouvelles responsabilités**. La question qui lui est posée est celle-ci : le P.S.U. sera-t-il capable d'aider l'avant-garde des ouvriers et des paysans prolétariés non seulement à coordonner et à élargir leurs luttes, mais à les développer en direction de la prise du pouvoir ? Or, il ne peut en être capable s'il cherche à revenir vers le passé.

1) L'alternative socialiste :

Depuis les années 60, il se développe à l'échelle internationale une vague de luttes révolutionnaires qui fissurent le système impérialiste et dévoilent le caractère contre-révolutionnaire des forces liées à l'U.R.S.S.

Cependant, ce mouvement, qui prend appui sur l'accentuation des contradictions du capitalisme (crise monétaire, inflation...) se manifeste dans toute son intensité dans des sociétés qui sont aujourd'hui les maillons faibles de la chaîne impérialiste (France, Italie, Espagne...). Dans ces formations sociales, le capitalisme monopoliste n'est pas parvenu à la totale hégémonie que requiert l'internationalisation des forces productives et de la concurrence.

En ce qui concerne la France, comme le montre le VI^e Plan, le caractère exacerbé de l'inégal développement de la société rend les contradictions de plus en plus explosives :

— Entre le développement monopoliste et la persistance de secteurs archaïques (paysannerie parcellaire, petit commerce...).

— Entre le « surdéveloppement » des métropoles (notamment la région parisienne) et le sous-développement de régions entières sous-industrialisées (Roussillon, Corse, Bretagne) ou déclinantes (Nord, Lorraine...).

— Entre la persistance des valeurs de la France rurale et catholique et leur remise en cause par le développement des forces productives (crises de la famille, morale, esthétique...).

— Entre l'aspiration à un travail autonome et créateur s'opposant à la qualification et les techniques capitalistes d'organisation du travail en miettes, etc.

Cela se traduit à la fois par des luttes avancées dont le sens ne pourrait être que l'établissement à terme d'une société communiste (luttes des femmes, de la Jeunesse, remise en cause de l'organisation capitaliste du travail) et des luttes de survie souvent ambiguës (vignerons, charbonnages, textile des Vosges...). Il se développe donc une série de luttes, de révoltes, de mouvements de masse échappant aux stratégies réformistes mais aussi aux stratégies dont le point d'application ne pourrait être qu'un des aspects de ces contradictions (stratégie maoïste reposant sur les seules couches paupérisées ou au contraire stratégie fondée sur « une nouvelle classe ouvrière » et sur les seules métropoles industrielles).

Aussi le congrès de Lille devra-t-il donner au parti les moyens de construire cette stratégie révolutionnaire prenant appui sur les mouvements de masse et les orientant dans le sens de l'alternative socialiste.

2) Quelle politique veut nous imposer le P.C.F. ?

A) Une stratégie électoraliste

Pour comprendre comment nous pouvons avancer, il est intéressant de voir comment nos adversaires réformistes voudraient nous voir reculer.

Il faut revenir aux décisions du comité central du P.C.F. Le P.C.F. veut maintenir les luttes ouvrières dans le cadre de négociations conflictuelles avec la bourgeoisie. Par là, il entend à la fois renforcer sa clientèle électorale en prenant en charge les revendications immédiates de toutes les couches sociales et apparaître comme le « parti de l'ordre », susceptible d'exercer le pouvoir dans le cadre des institutions parlementaires en prenant la tête d'une coalition dite « démocratique ». C'est dans cette perspective de la « démocratie avancée » que doit s'inscrire l'unité syndicale. Quant aux travailleurs, ils n'interviennent que comme masse de manoeuvre, en tant qu'électeurs ou en tant que syndiqués.

Or, la force montante des révolutionnaires vient troubler cette perspective. La marge de manoeuvre du P.C.F. devient de plus en plus étroite. Cherchant à rassurer pour préserver son alliance avec la social-démocratie et tendre la main à la bourgeoisie libérale — il doit en même temps montrer les dents pour éviter tout débordement sur la gauche — comme on vient de le voir aux usines Renault.

Plus grave encore, les révolutionnaires appellent les masses ouvrières et paysannes à prendre elles-mêmes en main leurs propres affaires. Dès lors, l'ennemi principal devient le courant révolutionnaire et le P.C.F. demande au gouvernement réactionnaire d'intervenir contre lui plus violemment encore qu'il ne le fait.

B) Le P.C.F. freine les luttes

Que peut-il en attendre ? En vérité, il sait bien que la **violence ne peut pas arrêter un mouvement de fond**. Mais il compte sur les faiblesses du courant révolutionnaire et il entend les exploiter. Il s'agit d'abord de dresser au sein de la C.F.D.T. les timorés et les réformistes contre les révolutionnaires et de forcer cette centrale à suivre la stratégie de la C.G.T. Il s'agit ensuite d'amener le P.S.U. à prendre ses distances à l'égard des « gauchistes » qui le mettent dans une position si inconfortable et à profiter ainsi de la division de l'extrême gauche, tout en poussant une

fraction de l'extrême gauche à réagir par des repréailles et des positions ultra-gauches.

Il s'agit enfin, et surtout, et c'est pourquoi l'essentiel des coups est dirigé contre lui, d'introduire la division au sein du P.S.U. : les syndicalistes harcelés dans les entreprises, les nostalgiques de l'union des gauches, les militants inquiets de la phase révolutionnaire pourraient sous cette pression amener le congrès à amorcer un mouvement de retour en arrière : alors le P.S.U. serait assuré de bons accords électoraux et pourrait prendre place dans le cortège de la démocratie avancée. On leur permettrait même de garder leur langage à eux : les mots importent peu quand ils ne sont pas suivis d'actes. Le mouvement révolutionnaire serait brisé.

C) Notre réponse : pas d'alliances contre nature

Dans ces conditions : il importe de préciser le type de rapports à entretenir avec le P.C.F. :

- Nous devons rejeter, conformément au programme d'action voté par le parti, « la recherche d'un accord stratégique ou programmatique » qui ne pourrait conduire qu'à un illusoire front populaire, compte tenu de la nature réformiste du P.C.F. Cette position de principe trouvera son point d'application à l'occasion des législatives de 1973 où notre parti ne présentera ou ne soutiendra au premier tour que les candidats défendant les positions révolutionnaires, et ne discutera avec le P.C.F. que du problème des désistements.

- Nous devons rejeter toute politique d'attaque frontale permanente assimilant implicitement ou explicitement le P.C.F., au « social-fascisme » ou à un simple appendice de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. En effet, la politique du P.C.F. ne vise pas à se mettre au service de la bourgeoisie monopoliste, comme la social-démocratie (S.F.I.O., S.P.D., travaillistes...) **mais à s'installer au pouvoir dans le cadre de la stratégie d'élargissement du « camp socialiste ».**

Aussi, notre tactique doit, au contraire, reposer sur la pratique du débordement permanent des réformistes ; ce qui peut impliquer des actions communes conjoncturelles subordonnées à l'affirmation politique et au renforcement des révolutionnaires dans le mouvement même des masses.

3) La société socialiste et la prise du pouvoir

a) Un objectif historique

- La stratégie du parti est commandée par son objectif : la société socialiste à construire. Il s'agit de comprendre la tâche historique du mouvement ouvrier dans les pays avancés.

Il ne s'agit pas de continuer le capitalisme avec plus de justice sociale, mais **briser ses structures et son Etat pour le dépasser.**

Il ne suffit pas de permettre aux producteurs de bénéficier du progrès technique. Il faut définir le contenu du progrès technique, sa nature et comment nous devons l'utiliser pour transformer les conditions du travail et la condition des travailleurs.

Il ne suffit pas de substituer **l'Etat au patron privé**, mais de s'orienter **vers la disparition du salariat.**

- Il s'agit de viser la suppression des causes de **l'inégalité sociale** (entre le travail intellectuel et manuel, entre le travail industriel et agricole, entre dirigeants et exécutants, entre la situation de l'homme et celle de la femme, entre société politique et société civile, etc.).

- Il s'agit aussi de détruire les valeurs bourgeoises dialectiquement liées à l'inégalité sociale : morales, sexuelles, etc. Il faut se rendre compte que ce processus ne s'accomplira pas du jour au lendemain après la prise du pouvoir. Il faut d'ores et déjà y réfléchir.

- La société socialiste exige un puissant développement et une transformation radicale des forces productives, une politique consciente de construction du socialisme capable de résoudre les oppositions entre le prolétariat et les couches sociales qui deviennent ses alliés. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions combattre l'héritage de la société bourgeoise autrement qu'à coups de décrets d'un certain pouvoir central.

— La société socialiste ne peut donc être entreprise que si nous avons la volonté de défendre comme objectif le **communisme**. (Cela suppose bien sûr une réflexion réelle sur ce que Marx entendait par ce mot.) Cette tâche ne peut être entreprise par aucune caste de type bureaucratique (**toute caste dirigeante établie viserait à perpétuer ses privilèges**) c'est donc au prolétariat lui-même et à ses alliés que cette tâche revient.

— A cet égard, il est significatif de l'évolution du parti, que l'unanimité des A.O.P. se soit réalisée sur la nécessité et le contenu de la période de **dictature du prolétariat**. Les divergences ne sont apparues que sur le langage à employer pour l'expliquer.

b) Sur le problème de la prise du pouvoir

Sur ce problème, des divergences se sont fait jour dans le parti. Il est, en effet, difficile de définir un schéma que l'histoire réaliserait à la lettre.

Mais, on voit ce que la prise du pouvoir ne peut pas être :

— ni, le simple jeu de la démocratie bourgeoise, ce qui nous maintiendrait dans le cadre des institutions du capitalisme,

— ni, l'insurrection ou le putsch d'une avant-garde auto-proclamée (même si elle l'emportait, elle ne pourrait qu'instaurer un pouvoir extérieur aux travailleurs),

— ni, par la simple occupation pacifique des entreprises (laissant intact l'appareil d'Etat).

Inversement, trois conditions doivent être remplies :

1) Une période de crise sociale et politique marquée par un affrontement massif entre le patronat et l'Etat, d'une part, et la classe ouvrière et ses alliés, d'autre part, qui se dotent de leurs propres organes de pouvoir dans les entreprises et les localités. Ces organes sont déjà l'armature d'un Etat de type nouveau, incompatibles avec la survie de l'Etat bourgeois et nécessitent son renversement (la prise du pouvoir central passe alors par une période de double pouvoir où se contrebalanceront les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires).

2) L'organisation par les travailleurs **d'une force armée** capable de s'opposer aux forces armées contre-révolutionnaires s'impose donc (ce qui suppose aussi de gagner une partie de ces forces et de démoraliser l'autre partie). En effet, l'affrontement avec les forces contre-révolutionnaires (et éventuellement leurs alliés au sein du mouvement ouvrier) est inévitable à un moment où à un autre du processus révolutionnaire. Croire que les classes possédantes se laisseront déposséder sans lutte serait tomber dans le panneau de la « démocratie avancée ».

3) L'existence d'une avant-garde politique cohérente et liée aux masses : c'est l'absence

d'une telle avant-garde qui a condamné Mai 68 à l'échec. La prise du pouvoir est un moment particulier du processus révolutionnaire, commencé depuis longtemps.

c) Le développement du mouvement des masses

Aussi l'objectif du pouvoir doit-il s'affirmer dès maintenant si l'on veut que le passage au socialisme repose sur **une action consciente** du prolétariat et des masses populaires.

Cela veut dire que la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, et la construction d'un nouveau type d'Etat, doivent d'abord **être étroitement liées**, ensuite se traduire **dès maintenant** en objectifs concrets, enfin **être contenues directement dans les luttes des masses** et non dans quelque programme préfabriqué d'un parti.

Un certain nombre de luttes actuelles vont dans ce sens :

● il s'agit d'une part des luttes usant l'idéologie dominante et désarticulant l'appareil d'Etat : luttes contre la répression entraînant des contradictions dans la police, contre l'armée, les corps judiciaires et pénitentiaires, contre l'école de classe, contre l'appareil d'information...

● il s'agit d'autre part, de tout ce qui peut, **dans l'action**, affirmer un pouvoir autonome et collectif des travailleurs et de leurs alliés : assemblées générales, et délégués d'ateliers préfigurant les conseils d'ouvriers, comités populaires de quartiers, comités ouvriers-paysans.

Bien évidemment, on ne parviendra pas graduellement à détruire l'appareil d'Etat bourgeois et à construire un nouveau type d'Etat, car cela exige une révolution. Mais c'est seulement en menant ce type de luttes que l'on créera les conditions de la prise en charge consciente par les masses de l'objectif du pouvoir. Certes, mener cette stratégie nécessite la **direction politique et idéologique** d'une organisation révolutionnaire. Mais, à la différence des conceptions héritées de la III^e Internationale, cette direction doit s'effectuer à partir de rapports d'échanges et de critiques avec les masses. Ainsi la ligne politique du parti sera en permanence vérifiée, enrichie, débattue et contrôlée.

C'est en s'engageant résolument dans cette voie que nous pourrons répondre concrètement à toutes les déviations bureaucratiques qui ont pour origine la conception d'un parti « révolutionnaire » auto-proclamé et coupé des masses.

C'est pourquoi nous devons appliquer cette ligne dans les mouvements de masses qui commencent à s'affirmer (Secours Rouge, lycéens, locataires) qui doivent être élargis (femmes, jeunes travailleurs) où qui restent à susciter (étudiant...) et qui permettent à la fois l'attaque du capitalisme et l'action commune des révolutionnaires.

Le P.S.U. a d'abord comme objectif d'organiser la lutte anticapitaliste dans tous les secteurs. Mais il cherche en même temps à souder le front des révolutionnaires. Leur action commune, chaque fois que c'est possible dans les luttes ouvrières et paysannes, servira en même temps de banc d'essai pour la construction du parti révolutionnaire. Elle permettra de vérifier ceux qui ont la même stratégie fondamentale et doit les amener à une conception commune des rapports du parti avec les masses.

4) Notre stratégie et les syndicats

La clef de notre progression dans la classe ouvrière réside dans une conception cohérente du travail dans les entreprises évitant chez nos militants **des clivages artificiels** entre action politique et action syndicale.

Il ne s'agit pas pour le parti de revenir à des conceptions anciennes qui ont fait faillite en Mai 68 (comme par exemple l'illusion d'une coordination des partis et des syndicats pour élaborer une stratégie de prise du pouvoir (ainsi que cela apparaît dans le texte « de synthèse » des A.O.P. ⁽¹⁾ transformation du mouvement ouvrier, page 10, « T.S. » **spécial congrès**). Ce n'est pas en faisant pression au sommet sur les directions syndicales, dont on sait en l'occurrence qu'elles ne se situent nullement sur une orientation révolutionnaire, qu'on pourra gagner les travailleurs influencés par le réformisme à la lutte révolutionnaire).

a) Que sont aujourd'hui les syndicats ?

1) **Le syndicat en tant que tel est soumis à des limites** liées à sa fonction dans la société capitaliste (**vendre la force de travail au meilleur prix face à l'exploitation capitaliste et à la répression**). Il est une forme d'organisation propre au stade capitaliste de la société et plus généralement du salariat et il en subit la marque (reproduction en son sein de certaines caractéristiques de la division sociale du travail et de l'idéologie dominante, bureaucratisme...). Il ne

peut par conséquent être l'instrument de l'affirmation autonome de la classe ouvrière.

Affirmation autonome de la classe ouvrière : elle ne se manifeste qu'au cours de luttes intenses ou pré-révolutionnaires en suscitant des formes d'organisation nouvelles et unitaires (assemblées générales, conseil de travailleurs).

2) **La bourgeoisie veut intégrer le mouvement ouvrier.** La bourgeoisie a deux impératifs :

— **un impératif économique** qui est la planification des conflits sociaux. La nécessité de prévisions économiques à moyen terme par les grandes firmes, dans le cadre de la concurrence monopolistique les oblige à déterminer tous les coûts, en particulier ceux de la main-d'œuvre. Or, tant que ces coûts dépendront des mouvements de la lutte des classes, cela sera impossible. Aussi pousse-t-elle aux conventions, contrats, clauses antigrèves, etc.

— **un impératif politique** qui est la réalisation d'un nouveau système de pouvoir. Le parlementarisme fondé sur l'alliance entre la bourgeoisie monopoliste, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine, entre en contradiction avec la politique de liquidation sociale et économique de ces dernières couches, entreprise par la grande bourgeoisie. Chaban-Delmas en France vise à créer un nouveau système de pouvoirs reposant sur la négociation entre « partenaires sociaux » et gouvernement. L'opération a déjà été réalisée dans une série de pays : utilisation de la bureaucratie syndicale, loi antigrève, répression contre les éléments qui résistent. Exemple : la politique contractuelle allemande et la loi Carr en Allemagne.

3) **Les formes d'organisation, la stratégie** des syndicats sont aussi largement déterminées par les forces politiques qui organisent la classe ouvrière et qui imposent par ce biais aux luttes ouvrières, une fonction politique précise.

— **pour la C.G.T.** : dans le cadre de la stratégie électoraliste du P.C.F., il s'agit de limiter la lutte d'usine à ses aspects strictement économiques et salariaux. La fonction des syndicats consiste simplement à mettre en évidence la mauvaise volonté du patronat et de l'Etat, pour faire de la pression ouvrière une masse de manœuvre favorisant des changements politiques dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

— **pour la C.F.D.T.** : les courants sont divers et un nombre croissant de militants combattifs sont

¹ En fait présenté par l'A.O-P. Rhône-Alpes.

organisés dans la C.F.D.T. Ils ne cautionnent pas une pratique trop souvent axée sur la concertation sociale (signature des contrats de progrès au nom d'une division formelle entre « qualitatif et quantitatif » : on négocie le « quantitatif » pour s'en « débarrasser » et on prétend se battre durement pour le « qualitatif »). Ils ont été les plus directement engagés dans les luttes de ces deux dernières années mettant directement en cause l'organisation capitaliste du travail, le pouvoir patronal et la hiérarchie (Usinor-Dunkerque, Faulquemont, Grands Magasins, Batignolles, Renault-Billancourt, etc.).

Mais le projet politique qu'on leur propose ne peut les satisfaire :

- Faire de la C.F.D.T. une force syndicale qui soit le répondant d'une force social-démocrate replâtrée hésitant entre la voie centriste ou la voie front populaire. Les opérations Jeanson, puis Descamps jusqu'à présent ratées, en sont l'illustration.

- Par ailleurs, la présence d'un courant révolutionnaire, se situant sur des bases de classe correctes même s'il est plus ou moins entaché d'illusions, de type syndicaliste-révolutionnaire (ce qui est inévitable en l'absence d'organisation politique d'avant-garde) est importante.

4) La stratégie des organisations syndicales est entrée dans une crise larvée mais profonde due à son inadaptation, par rapport aux caractéristiques des luttes ouvrières et à la montée de la combativité des travailleurs.

- Par les objectifs et les formes de lutte qu'ils adoptent aujourd'hui, des travailleurs (encore minoritaires) remettent en cause les stratégies syndicales traditionnelles. Aussi bien sur les causes que les conséquences des changements au sein du processus de production, de nombreux combats ont été menés. La grève des O.S. chez Renault n'en est ni le début ni le sommet. Elle est un moment particulièrement fort de la révolte contre l'offensive capitaliste. Imposées à une classe ouvrière combative, toutes les mesures de réorganisation techniques et sociales de la production susciteront sans cesse des explosions toujours plus dures. Aussi bien dans des cas de reconversion (du type de celle imposée à la métallurgie lorraine ou au secteur textile) que dans des cas de mutations techniques (du type Renault, secteur chimique et pétrolier), le système capitaliste apparaît aux travailleurs comme

l'ennemi. Ce n'est donc plus à un partenaire social que les travailleurs s'opposent mais à un adversaire de classe avec tout ce qu'il représente : hiérarchie sociale, cotation par postes, cadences, etc. Ce début de prise de conscience ne trouve pas actuellement de débouchés dans les organisations syndicales encore structurées sur des bases **catégorielles** (différences de structures pour les cadres, les employés, les ouvriers, etc., différence selon les secteurs de production, les unités...).

- Les luttes sont souvent restées éparpillées, sans liens entre elles et la plupart du temps **déviées de leurs objectifs** et récupérées par les organisations traditionnelles. Celles-ci après la période d'affrontement dur reprennent la fonction défensive minimum qu'elles assument encore pour la grande masse des travailleurs. Il faut cependant noter que depuis quelques mois le passage d'une lutte anticapitaliste donc politique, à un compromis syndicat-patronat pour clôturer le mouvement ne se fait plus sans heurts entre les directions syndicales et leur base (exemples : Faulquemont, Renault).

- Les travailleurs combattifs en rupture avec le réformisme n'ont pas encore de force politique capable de transformer leur expérience spontanée en une conscience de classe révolutionnaire. Ils n'ont pas de structures où ils puissent l'exprimer. Cela explique leur méfiance vis-à-vis des partis politiques, des défilés (même si ce sont ceux des groupes révolutionnaires).

- Cela explique que la contestation (sur des points pratiques ou plus généraux) de l'institution syndicale et des partis réformistes peut coexister avec des attitudes politiques réformistes (voter P.C.F.) ou une désaffection envers toute structure politique (ce qui explique en partie un certain renforcement des mouvements informels du type Secours Rouge, par exemple).

- Plus profondément, il ne peut y avoir de processus **progressif** de rupture voulue avec le réformisme comme stratégie, même à partir des luttes les plus avancées. Cela infirme l'idée de ceux qui au P.S.U., croient qu'on peut capitaliser tout de suite des luttes sociales nouvelles, sous forme d'adhésion, pour la simple raison que nous soutenons et nous réclamons de ces luttes. L'idéologie bourgeoise est encore forte dans la classe ouvrière, de même que les solutions réformistes sont aussi solidement implantées.

Il ne peut y avoir non plus de grignotage lent et progressif des formes d'organisation traditionnelles qui donnerait naissance à de nouvelles formes d'organisation dépassant organiquement les vieilles structures.

Il ne peut y avoir de forme autonome réelle d'organisation des travailleurs que dans le cadre d'une crise révolutionnaire, où les anciennes divisions (partis-syndicats) sont dépassées. De plus, ces formes d'organisation nouvelles elles-mêmes peuvent être récupérées par les organisations réformistes (cf. Les conseils ouvriers en Autriche et en Allemagne en 1919). Elles ne sont pas, en l'absence d'organisation capable de les centraliser et de lui donner une expression politique et juridique, la garantie de succès d'un processus révolutionnaire. Nous devons nous donner comme objectif (avec ces restrictions préalables) de créer cette organisation capable de donner un débouché aux luttes révolutionnaires.

b) Nos tâches par rapport à cette situation :

Notre intervention ouvrière doit marcher sur deux jambes.

1) La forme d'organisation syndicale, même contestée par une partie des travailleurs, n'est pas réellement dépassée. Elle ne pourra jamais l'être si l'on déserte les syndicats, pour d'autres formes de regroupement inévitablement marginales actuellement. Ce serait laisser la grande masse des travailleurs soumise à l'idéologie réformiste et négliger le fait que les syndicats restent un enjeu stratégique entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier et dans ce dernier entre révolutionnaires et réformistes.

<2> Notre intervention dans les syndicats ne doit pas être formelle (consistant simplement en une présence critique avec intervention purement idéologique). Elle doit partir du niveau de conscience réel des travailleurs et avancer des propositions d'action conformes à notre stratégie d'ensemble, afin que les travailleurs s'en emparent. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons gagner des positions, convaincre les travailleurs en leur laissant faire l'expérience de la justesse de nos positions et combattre de manière efficace les orientations et les directions réformistes. **Notre but n'est pas d'épuiser toutes nos forces dans la construction illusoire d'un syndicalisme révolutionnaire**, mais de soustraire les travailleurs à l'influence réformiste pour développer certains

objectifs et formes de luttes qu'elles passent ou non par un cadre strictement syndical. Néanmoins, le développement de positions syndicales soutenant les luttes de classe ne nous est nullement indifférent. Au contraire, toute position arrachée au réformisme et à la bourgeoisie renforce la possibilité de développement révolutionnaire des luttes.

— Nous devons nous appuyer systématiquement sur les travailleurs les plus combatifs, sans toutefois entretenir des illusions sur les formes de luttes avancées au risque d'oublier le caractère contradictoire et inégal de la situation d'ensemble. Cette attitude passe par l'activité politique autonome du parti dans les entreprises, par la polémique idéologique avec le P.C.F. et la social-démocratie et les syndicats. **Cela exige l'intervention directe de nos militants dans les luttes.**

Nous pouvons à certains moments promouvoir des formes d'organisation nouvelles dans le cadre de luttes dures, regroupant les travailleurs les plus combatifs, voire même après les luttes. Mais il ne faut pas en faire l'étape actuelle des formes d'organisation parallèles et s'opposant au syndicat et nous dispensant d'y intervenir. Ces regroupements d'ouvriers combatifs avec des militants politiques peuvent être dans certaines circonstances la forme d'organisation du courant révolutionnaire large dans les entreprises, en l'absence d'une organisation révolutionnaire puissante, capable de répondre à leurs besoins politiques et de leur offrir un cadre d'organisation et de réflexion pour leur intervention dans les luttes.

Il ne faut pas confondre une tactique de construction de l'organisation révolutionnaire pouvant prendre des formes souples (regroupement des militants d'avant-garde se dégageant de l'expérience des luttes et qui pour des raisons conjoncturelles ne veulent pas rejoindre le P.S.U. ou tel groupe révolutionnaire) avec un processus « d'autonomisation » de la classe ouvrière, dépassant les organisations syndicales sur ce point.

Il ne faut pas non plus se faire d'illusions : ces noyaux politiques d'entreprises ne peuvent survivre sur une base localiste, sans répondre aux problèmes stratégiques de l'intervention dans la classe ouvrière et sans avoir des liens avec l'ensemble des entreprises et les autres fronts de luttes, c'est-à-dire sans poser le problème du parti et de la centralisation politique.

Le conseil national a commencé à indiquer une orientation dans ce sens. Il faut maintenant préciser cette orientation sur le caractère même des revendications essentielles (pour l'augmentation uniforme, contre la hiérarchisation). Sans doute aussi faut-il expliquer l'exemple italien des délégués d'ateliers élus par les syndiqués et non-syndiqués et révocables.

Mais nous savons que de telles formes de démocratie ne peuvent subsister sans une permanence des luttes et aussi qu'elles sont récupérables (comme toutes), c'est là un élément important de notre stratégie.

5) La mutation du parti

Avant 1968 le P.S.U. restait une organisation social-démocrate de gauche : ses structures et son style de travail correspondaient à ses objectifs essentiellement réformistes. Le congrès de Dijon (mars 1969) vit un parti profondément modifié et, renforcé par Mai 68, hésiter sur la voie à suivre. Balançant entre le rassemblement d'un « courant socialiste » invertébré et l'option révolutionnaire, un unanimité de façade a finalement consacré les ambiguïtés. La création du secteur « entreprise » reste l'acquis majeur de ce congrès : elle a permis de poser concrètement les problèmes de la lutte politique et de la prolétarianisation du parti.

● Depuis deux ans, le P.S.U. s'est radicalisé.

Au contact permanent des luttes de masse, engageant ses militants dans toutes les offensives du courant révolutionnaire (Secours Rouge, comités d'usagers...) approfondissant son travail en secteur paysan, accentuant sa prolétarianisation en accordant des responsabilités croissantes aux militants ouvriers, le P.S.U. se présente aujourd'hui comme une composante essentielle de l'avant-garde révolutionnaire.

Mais cette évolution est loin d'être homogène. Les forces d'inertie n'ont pas disparu. Nombre de sections et de fédérations oscillent entre le conformisme électoral et l'activisme, comme on a pu le constater encore à l'occasion des élections municipales. Cette hétérogénéité s'est manifestée politiquement à l'occasion du conseil national de Rouen (juin 1970). Une telle situation n'est pas en soi alarmante. Elle est inévitable dans un parti qui opère une mutation aussi profonde que le nôtre.

● **Ce qui est grave c'est que le parti ne contrôle guère sa propre mutation.** Cela

provient pour une part du décalage entre la radicalisation politique et la stagnation des structures et du style de travail. La crise actuelle de la direction n'est que la conséquence de ce décalage qui n'a fait que s'accroître depuis le congrès de Dijon. Largement étrangère par sa composition sociale aux préoccupations des masses, elle donne au parti l'exemple de **l'irresponsabilité, du dilettantisme, du laisser-aller.** Lorsque la minorité de la D.P.N. lui a demandé de faire son autocritique, afin de modifier son comportement, la majorité s'y est refusée. Cette sévère autocritique, Michel Rocard l'avait reprise dans son rapport de février 1971. Il est bien regrettable qu'il ait cru devoir la passer sous silence dans le rapport écrit envoyé aux sections.

En effet, cette absence de direction responsable n'a pas seulement accentué les forces centrifuges dans le parti. Elle a favorisé le développement de pratiques contraires au débat démocratique que chacun s'accorde à considérer comme indispensables. **Les questions de personnes aggravées par la constitution de « contre-appareils » menacent de fausser le débat politique.** Le parti doit s'y refuser et assumer à tous les échelons les responsabilités que nécessitent la cohésion politique et la démocratie dans l'élaboration politique. A cette seule condition, le congrès de Lille assurera la cohésion du parti et lui permettra d'avancer sur la voie révolutionnaire.

6) La transformation du P.S.U.

Le problème de la construction du parti révolutionnaire ne se résume pas à l'addition des militants révolutionnaires organisés dans les différents groupes.

A l'inverse le P.R. ne se construira pas de lui-même par un rassemblement progressif des militants ouvriers les plus combattifs.

L'objectif central de notre période est la fusion dans un P.R. lié aux masses des éléments les plus conscients des luttes de classes sur les différents fronts de lutte avec l'avant-garde politique représentant tant bien que mal le pôle politique national d'orientation révolutionnaire.

Le P.S.U. peut être le lieu principal de cette fusion entre l'avant-garde ouvrière radicalisée dans les entreprises et le pôle politique national à condition qu'il se situe résolument dans cette perspective et qu'il commence par modifier

radicalement ses structures, son type d'organisation et son style de militantisme. Notre organisation telle qu'elle est aujourd'hui n'est pas à même d'assumer notre projet politique et les tâches qui nous incombent. Il s'agit maintenant d'assurer une nouvelle cohérence entre nos formes d'organisations et notre ligne politique.

Cela passera par la création progressive d'une nouvelle tradition militante permettant à chaque organisation du parti d'être capable de réagir par elle-même devant les situations concrètes.

C'est en dernier ressort une forte homogénéité politique comme un niveau de formation suffisant qui peuvent permettre une large décentralisation des initiatives et des décisions et donc de coller au maximum aux luttes et mouvements de masse sans s'y laisser noyer.

C'est pourquoi doit être soumise au congrès national une modification de tous les articles des statuts du parti concernant l'organisation des instances locales et fédérales :

A. - **Les structures** de base du parti doivent être remodelées en fonction du seul critère du travail de masse. De ce point de vue nous ne devons pas rester figés sur les découpages administratifs et électoraux de l'Etat bourgeois. Il nous faut briser par ailleurs la séparation (introduite dans la thèse 14 à Dijon) entre les groupes qui effectuent le travail militant réel et la section qui prend les décisions politiques et élabore la ligne.

Ces instances d'action et de décision politique doivent se confondre. Il ne peut donc s'agir que de petites sections de l'ordre de la dizaine ou de la quinzaine implantées sur les lieux de travail (entreprises, facultés, lycées...) et d'habitation (quartier, H.L.M., cité...) et pleinement responsables. Ces sections doivent se coordonner entre elles particulièrement au niveau de la ville. Par ailleurs, la section de quartier orientera prioritairement son travail en direction des entreprises se situant sur son secteur. Elle apportera son aide financière et pratique aux sections d'entreprise du parti existantes ou aidera les quelques militants du parti isolés, ou encore cherchera à s'implanter à l'intérieur de l'entreprise.

Dans certains cas, il sera utile que des militants d'entreprises peu nombreux dans leur entreprise forment au niveau de la ville une section inter-entreprises. Dès que cela est possible, la section d'entreprise doit être formée. Il est clair enfin que ces remodelages doivent tenir compte de l'importance numérique des sections et fédérations.

B. - Afin de permettre le plus large débat politique, les échanges d'expériences sur différents fronts, la prise en charge par tous des luttes internes et externes aux entreprises, afin de donner enfin un support technique indispensable, **il faut créer une structure nouvelle que l'on peut appeler le district**. Ce district rassemblera 15 à 20 sections au maximum. Ses limites doivent correspondre aux impératifs de la lutte. Il n'est pas exclu que dans certaines circonstances locales, le district corresponde aux limites départementales. La mise en place de cet échelon devra être souple et expérimentale.

C. - **Le troisième échelon politique ne doit plus être l'échelon départemental mais l'échelon régional**. Leur découpage ne devra pas être calqué sur les découpages des régions de l'Etat capitaliste, avec la centralisation que cela implique et la domination des capitales régionales. Des fédérations doivent être constituées dès après le septième congrès. Les directions de ces fédérations régionales seront élues pour un demi par la base des sections locales, pour l'autre demi sur présentation de candidats par les secteurs ouvriers et paysans organisés à l'échelon régional.

Pour la région parisienne, la fédération régionale ne doit comprendre que Paris et les départements périphériques. Elle doit s'appuyer sur les districts, chacun d'entre eux regroupant à la fois une partie de Paris et une partie de la banlieue. Cette réorganisation permettra notamment de mieux concentrer nos efforts vers l'implantation sur les entreprises nombreuses de la banlieue.

D. - **Au niveau national**, il est indispensable, si l'on veut porter l'ensemble du débat politique dans tout le parti et non pas seulement au niveau d'une D.P.N. nombreuse figeant les catégories politiques dirigeantes du parti, de maintenir l'actuel nombre de ses membres. Par contre, il importe d'inclure les camarades ouvriers et paysans actifs dans les luttes, au moins la moitié sur proposition de listes présentées par les A.O.P.

Enfin la D.P.N. désignera en son sein un B.N. de 13 membres et un secrétariat politique collectif composé de trois membres qui seront des permanents politiques et auxquels seront associés de droit le responsable du secteur entreprise et le responsable du secteur paysan.

Les congrès du parti doivent garder leur périodicité de deux ans.

Après le congrès des **commissions** seront rapidement désignées aux échelons national,

régional et local afin de mettre en route, sous la responsabilité du B.N., un processus de mise en place des nouvelles structures. Un délai sera fixé par le congrès et le B.N. devra rendre compte de son mandat devant un conseil national.

E. - **Les secteurs du parti** doivent être maintenus et notamment le secteur entreprises qui doit être organisé à l'échelon régional et national. Pour cela des conférences régionales et nationales devront se réunir régulièrement, dresser les bilans des actions passées, tracer les perspectives ; elles éliront des commissions au niveau régional ; la commission nationale élue sera ratifiée par les organismes statutaires nationaux du parti. Enfin, ces conférences régionales et nationales de secteur se réuniront pour préparer les conseils-nationaux du parti.

Ces transformations de structures doivent être accompagnées d'un ensemble de décisions allant des publications du parti à la politique de formation. Dans la phase actuels, il importe notamment de prendre un certain nombre de décisions.

● **Les publications** : « T.S. » doit être un organe de propagande et d'expression du parti destiné au grand public et susceptible d'être vendu largement dans les entreprises. Sa transformation en un journal populaire de masse passe par la suppression de tout ce qui concerne uniquement les militants. A cette fin doit être créé un véritable B.I. envoyé gratuitement à tous les militants et permettant les échanges d'expériences et la discussion politique interne.

Le comité de rédaction de « T.S. » doit être désigné par la D.P.N. sur proposition du directeur politique de « T.S. » Enfin, Directives doit être considérablement allégé et ne concerner que les directives effectives du B.N. au parti.

● **Les cotisations** : elles sont trop faibles et surtout insuffisamment progressives. Il importe de modifier les barèmes afin d'augmenter la progressivité. La D.P.N. devra prendre des décisions dans ce sens.

● **Formation** : des écoles de formation doivent être créées dans chaque région assurant une formation politique élémentaire de tous les militants, ouvriers notamment.

Au niveau national, devra être créée une école nationale de formation de cadres politiques selon les critères déjà définis par la commission nationale formation.

Certes, l'ensemble de ces décisions ne suffiront pas d'un seul coup à transformer la nature du parti. Elles favoriseront nettement l'évolution aujourd'hui possible à condition d'être insérée dans un effort d'ensemble de tout le parti et notamment de sa direction pour avancer sur tous les plans vers la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire.

Il est indispensable que le parti ait enfin un débat clair, permettant de dégager les points qui font accord et ceux qui font divergence. Sans ce débat les problèmes de « personnel de direction » prendraient le devant de la scène et laisseraient se développer un parti invertébré, incapable de discipline et d'unité militante.

Certes, nous ne négligeons pas la nécessité pour le parti, de se donner une direction capable d'assumer pendant 2 ans les tâches considérables qui incombent au mouvement révolutionnaire.

Mais ce n'est que lorsque les positions politiques se seront affirmées et confrontées qu'il sera possible d'envisager la réalisation d'un accord qui permettrait à l'ensemble du parti de continuer sur sa lancée.